

Avis d'Appel d'Offres National Restreint

N° 001 423

/AONR/MJ/CIPM/2019 du

23 JAN 2019

POUR LA SELECTION D'UN BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES EN VUE DE LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES, TECHNIQUES ET GEOTECHNIQUES POUR LA CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE NDOM

Financement : Budget d'Investissement Public ; Imputation n° : 53 08 108 04 531415 2030

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Autorité Contractante lance pour le compte du Ministère de la Justice, un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un Bureau d'Études Techniques (BET) en vue de la réalisation des études architecturales, techniques et géotechniques du en vue de la construction du Palais de Justice de Ndom.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'appel à manifestation d'intérêt paru dans le Cameroun Tribune le **30 octobre 2018** pour la présélection d'un Bureau d'Études Techniques (BET) en vue de la réalisation des études architecturales, techniques et géotechniques en vue de la construction du Palais de Justice de Ndom.

2. Consistance des prestations

La mission confiée au Bureau d'Etudes Techniques se présente ainsi qu'il suit :

- Les études architecturales du projet ;
- Les études techniques du projet ;
- Les études géotechniques du projet ;

Les prestations du titulaire sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références contenus dans le Dossier d'Appel d'Offres (DAO).

3. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de douze (12) Mois.

4. Allotissement

Un seul lot.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 40 000 000 FCFA.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres national restreint est ouverte aux BET suivants retenus après avis d'appel à manifestation d'intérêt paru dans le Cameroun Tribune du **30 octobre 2018**

N°	Noms des candidats pré-qualifiés	Adresses
1.	POLYGONE	B.P : 33872 Yaoundé, tel : 243 55 55 06
2.	B.E.P INFO	B.P : 4355 Yaoundé, tel : 697 82 09 99
3.	GPT CIA/ICE	B.P : 2719 Yaoundé, Tel : 699 85 26 74
4.	CRESI SARL	B.P : 5440 Yaoundé, Tel : 677 61 97 54

La collaboration entre les BET présélectionnés n'est admise ni sous forme de groupements, ni sous forme de sous-traitance.

7. Financement

Les prestations objet de cet Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Justice de l'exercice 2019 sur la ligne d'imputation budgétaire N° : 53 08 108 04 531415 2030.

8. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, précisant le montant de huit cent mille francs CFA (800 000) FCFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice (Service des Marchés Publics, 4^{ème} étage, Porte 410 et 411), dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs FCA.

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

12. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en 07 (sept) exemplaires dont 01 (un) l'original et 06 (copies) copies marquées comme telles, devra parvenir au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice (Service des Marchés Publics, 4^{ème} étage, Porte 410), au plus tard le 04 MARS 2019 à 12 h heures et devra porter la mention suivante:

Avis d'Appel d'Offres National Restreint

N° 001 423

123 JAN 2019

N° 001 423 / AONR/MJ/CIPM/2019 du

POUR LA SELECTION D'UN BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES EN VUE DE LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES, TECHNIQUES ET GEOTECHNIQUES POUR LA CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE NDOM.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps :

- le dépouillement des pièces administratives et des offres techniques qui aura lieu dans la salle de conférence du Ministère de la Justice le 04 MARS 2019 à 13 h Heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics siégeant en présence des



soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

- L'ouverture des offres financières pour les soumissionnaires qui auront obtenu une note technique supérieure ou égale à 80 points sur 100.

14. Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de douze (12) mois à compter de la date de notification du marché.

15. Critères d'évaluation

15.1 : Critères éliminatoires :

15.1.1 : Pièces administratives :

- 1) Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- 2) Fausse déclaration, documents falsifiés ;

15.1.2 : Offre technique :

- 3) Absence d'une pièce du dossier technique ;
- 4) Fausse déclaration, documents falsifiés ou scannés ;
- 5) Non satisfaction à quatre - vingt pour cent (80%) des sous-critères essentiels relatifs au chef de la mission ;
- 6) Chiffre d'affaires dans le domaine des prestations similaires au cours des trois (03) dernières années cumulées **à dix (10) millions de francs CFA** ;
- 7) N'avoir pas justifié de la conduite d'un projet d'études architecturales pour la construction d'un Bâtiment d'au moins **deux (02) niveaux (R+1)** au cours des dix dernières années.
- 8) Absence de l'attestation de visite de site ;
- 9) Non-satisfaction, de 80% au moins des sous-critères relatifs aux critères essentiels ;
- 10) Insatisfaction du Maître d'Ouvrage vis-à-vis du prestataire par rapport à l'exécution d'un précédent marché ;
- 11) Défaut de réalisation d'au moins 70% des prestations lorsqu'on est lié par un précédent contrat avec le Ministère de la Justice.
- 12) Absence d'un contrat de sous-traitance géotechnique dûment rempli et signé avec un laboratoire géotechnique agréée pour le groupe 1 d'essai des sols et fondations dans le cas où le soumissionnaire n'en dispose pas ;

15.1.3 : Offre financière :

- 13) Offre financière incomplète ;
- 14) Pièces non conformes ;
- 15) Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ;
- 16) Absence de l'attestation de capacité de préfinancement d'au moins 10 000 000 F CFA.

15.2 Critères essentiels

N°	Critères	Points
1	Présentation générale des offres	5
2	Références du BET pour des missions similaires	30
3	Matériel	10
4	Compétence et qualification du personnel	55
Note totale de l'offre technique		100

NOTE TECHNIQUE (Nt)

A l'issue de l'examen des offres administratives et techniques, seules les offres financières des soumissionnaires qui auront présenté une offre administrative conforme et obtenu une note en capacité technique supérieure ou égale à 80 points sur 100 seront analysées.



NOTE FINANCIERE (NF)

L'évaluation financière se fera de la manière suivante :

$$Nf = 100 \times Md/Mi$$

Nf est la note de l'offre considérée ;

Md est le montant du moins disant parmi les soumissionnaires qualifiés à l'issue de l'évaluation technique ;

Mi est le montant de l'offre considérée.

NOTE GLOBALE (Ng)

La note globale sera pondérée comme suit : $Ng = 0,65Nt + 0,35Nf$.

Ng : Note globale ; Nt : Note technique ; Nf : Note financière

Le marché sera attribué au BET dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante c'est-à-dire ayant obtenu la note globale la plus élevée.

16. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection **qualité – coût**, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

17. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été **évaluée la mieux-disante** et remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères essentiels et éliminatoires jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Des Affaires Générales (DAG) Service des Marchés Publics, porte 410, BP : 1000, téléphone : 222 239 063. Pour tout acte de corruption bien vouloir appeler ou envoyer un sms au Ministère des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros suivants: 673 205 725 / 699 370 748.

12 3 JAN 2019

Yaoundé le

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice,
Garde des Sceaux



Copies :

- MINMAP
- Maître d'Ouvrage
- ARMP
- Président CMPM
- Affichage

Restricted National Invitation to Tender

No. 001423

AONR/MJ/CIPM/2019 of

123 JAN 2019

FOR THE SELECTION OF AN ENGINEERING FIRM TO CARRY OUT ARCHITECTURAL, TECHNICAL AND GEOTECHNICAL STUDIES FOR THE CONSTRUCTION OF THE NDOM COURT HOUSE

Financing: Public Investment Budget; Budget Line No. : 53 08 108 04 531415 2030

1. Invitation to tender Subject

The Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals Contracting Authority, hereby launches, on behalf of the Ministry of Justice, a Restricted National Invitation to Tender for the selection of an Engineering Firm to carry out architectural, technical and geotechnical studies for the construction of the Ndom Court House.

This invitation to tender is a follow-up to the call for expression of interest published in *Cameroon Tribune* on **30 october 2018** for the selection of an Engineering Firm to carry out architectural, technical and geotechnical studies for the construction of the Ndom Court House.

2. Scope of work

The mission of the engineering firm shall include:

- architectural studies of the project;
- technical studies of the project;
- geotechnical studies of the project.

The services of the contractor are stated with more details in the Terms of Reference contained in the Tender file.

3. Execution Deadline

The maximum execution deadline required by the Contract Owner or delegate Contract Owner for the completion of works shall be twelve (12) months.

4. Allotment

Single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the work at the end of preliminary studies shall be CFAF 40,000,000.

6. Participation and origin

Participation in this Restricted National Invitation to tender is opened to the following engineering firms shortlisted after the Call for Expression of Interest published in *Cameroon Tribune* on **30 october 2018**

No.	Preselected Engineering Firms	Addresses
1.	POLYGONE	P.O. Box: 33872 Yaounde, tel : 243 55 55 06
2.	B.E.P INFO	P.O. Box: 4355 Yaounde, tel : 697 82 09 99
3.	GPT CIA/ICE	P.O. Box: 2719 Yaounde, Tel : 699 85 26 74
4.	CRESI SARL	P.O. Box : 5440 Yaounde, Tel : 677 61 97 54

Preselected engineering firms are not allowed to collaborate as groups or subcontractors.

7. Financing

The services of this Invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Justice, 2019 Financial Year, budget line No.: 53 08 108 04 531415 2030.

8. Bid bond

Under pain of rejection, each bidder must add in his administrative documents, a provisional guarantee of eight hundred thousand (800,000) CFA francs issued by a first class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance and the list of which appears in document No. 12 of the Tender File and

valid for a period of thirty (30) days with effect from the deadline of submission of tenders.

The issuing service or an administrative authority (Senior Divisional Officer, Sub-divisional officer) shall issue the originals or certified true copies of the other relevant administrative documents in keeping with the requirements of the Special Tender Regulation.

They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

Any offer not in keeping with this tender notice and tender requirements shall be rejected, especially in case of the absence of the provisional guarantee issued by a first class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance or non-compliance with the model indicated in the tender file.

9. Consultation of tender file

The tender file can be consulted during working hours at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice, (Public Contracts Service, 4th floor, Room 410 and 411), upon publication of this notice.

10. Acquisition of tender file

Upon publication of this notice, the Tender File may be obtained at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice upon presentation of a payment receipt, into the Public Treasury, of a non-refundable fee of fifty thousand (50,000) CFA francs.

11. Tender compliance

Under pain of rejection, the issuing service or an administrative authority shall issue the originals or certified true copies of the other relevant administrative documents in keeping with the requirements of the Special Tender Regulation.

They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

Any offer not in keeping with this tender notice and tender requirements shall be rejected, especially in case of the absence of the provisional guarantee issued by a first class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance.

12. Submission of bids

Tenders prepared in English or French, in seven (7) copies, of which one (1) original and six (6) copies labeled as such shall be submitted to the Ministry of Justice, Department of General Affairs of the Ministry of Justice (Public Contracts Service, 4th floor, Room 410) not later than 04 MARS 2019 at 12 h local time. Tenders shall bear the following mention:

Restricted National Invitation to tender
No 0001423 JAONR/MJ/CIPM/2019 of 23 JAN 2019
FOR THE SELECTION OF AN ENGINEERING FIRM TO CARRY OUT ARCHITECTURAL, TECHNICAL AND
GEOTECHNICAL STUDIES FOR THE CONSTRUCTION OF THE NDOM COURT HOUSE

"To be opened only during the tender-opening session".

13. Ouverture des plis

- Tenders shall be opened in two phases. It shall start with the opening of administrative files and technical proposals at the Ministry of Justice on 04 MARS 2019 at 13 h O'clock, local time, by the Ministry's Tender Board in the presence of bidders or their duly mandated representatives.
- Only bidders or their duly mandated representatives shall attend this opening session.
- The opening of financial bids shall be done for bidders who must have obtained a technical score of at least 80/100.

14. Execution deadline

The maximum deadline provided by the Project owner for the completion of the works shall be twelve (12) months with effect from the date of notification of the contract.

15. Evaluation criteria

15.1: Eliminatory criteria:

15.1.1: Administrative documents:

- 1) Incomplete administrative file;
- 2) False statement, forged documents;

15.1.2 : Technical offer:

- 3) Incomplete technical file;
- 4) False statement, forged or scanned documents;
- 5) Failure to meet at least eighty per cent (80%) of the essential sub-criteria relating to the mission Head;
- 6) Cumulative turnover of **ten (10) million CFAF** in public works for the past three (3) years;
- 7) Failure to show proof of the execution, as the main engineering firm, for the past ten years, of the construction of Buildings of at **least two (2) floors (GF+1)**;
- 8) Absence of the Attestation of site visit;
- 9) Failure to meet at least eighty per cent (80%) of the sub-criteria relating to essential criteria;
- 10) Dissatisfaction of the Project Owner concerning the service provider with regard to the execution of a previous contract;
- 11) Failure to meet at least seventy percent (70%) of execution of services in a previous contract with the Ministry of Justice;
- 12) Absence of a duly filled and signed contract as geotechnical subcontractor with an authorized geotechnical laboratory for Group 1 for testing soils and foundations in case the bidder does not have one;

15.1.3 : Financial offer:

- 13) Incomplete financial offer;
- 14) Non-compliant documents;
- 15) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- 16) Lack of pre-financing qualification certificate of at least CFAF10,000,000.

15.2 Essential criteria

No.	Criteria	Score
1	General presentation of bids	5
2	References of the Engineering Firm for similar works	30
3	Equipment	10
4	Competence and qualification of staff	55
Total score of technical offer		100

TECHNICAL MARK (Tm)

After the evaluation of administrative and technical offers, only financial offers of bidders whose administrative offers are compliant and who obtained a score of at least 80 on 100 for technical competence shall be examined.

NOTE FINANCIERE (NF)

The financial evaluation shall be done as follows:

$$Fm = 100 \times Lb/Am$$

Fm shall be the mark of the proposal considered;

Lb shall be the amount of the lowest bidder among the qualified bidders at the end of the technical evaluation;

Am shall be the amount of the proposal considered.

ex

OVERALL MARK (Om)

The overall mark shall be weighted as follows: $Om = 0.65 Tm + 0.35 Fm$.

Om: overall mark; Tm: technical mark; Fm: financial mark.

The contract shall be awarded to the Engineering Firm with the best bid that is, to the bidder with the highest overall mark.

16. Method used for the shortlisting of the consultant

The consultant shall be selected through the **quality-cost** selection method, in compliance with the procedures stated in this tender file.

17. Contract award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose offer shall be **assessed as the best bid** and meet the technical and financial requirements resulting from essential and eliminatory criteria deemed to be in compliance with the tender file.

18. Period of the tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours at the Department of General Affairs (DAG), Public Contracts Service, 4th floor, Room 410, P.O. Box: 1000, telephone: 222 239 063.

In case of corruption, please call the Ministry of Public Contracts (MINMAP) or text a message at the following numbers: 673 205 725 / 699 370 748.

Yaounde

12 3 JAN 2019

Laurent ESSO



Minister of State, Minister of Justice,
Keeper of the Seals

Copies:

- MINMAP
- Project Owner
- ARMP
- Chairman CMPPM
- Posting